

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE BIENS A TITRE ONEREUX

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

La Commune de SISTERON, représentée par son Maire en exercice, Monsieur Daniel SPAGNOU, domicilié en cette qualité en son siège, sis Hôtel de Ville, Place de la République, 04200 SISTERON, dûment habilité à signer les présentes en vertu de la délibération n° 2023-04-05-SG en date du 27 mars 2023 ;

Ci-après dénommée « la Commune »,

D'une part,

ET:

L'Association CLUB EVAD AFFAIRES, association loi 1901, dont le siège social est sis à Sisteron-11 allée des Genêts 04200 SISTERON représentée par son Président, Nicolas LAUGIER dûment autorisé à signer les présentes par l'assemblée générale constitutive en date du 27 février 2023 ;

Ci-après dénommée, « le Bénéficiaire » ou « l'Association »,

D'autre part

PREAMBULE

Dans le cadre de la promotion de son territoire et du développement des activités de commerce de proximité, la commune de Sisteron a fait l'acquisition d'une solution numérique destinée à redynamiser le commerce de local par le numérique.

Il s'agit d'une application recensant les informations relatives aux commerces, services et évènements.

L'Association CLUB EVAD AFFAIRES a sollicité le bénéfice de l'utilisation de cet outil numérique dans le cadre de ses missions statutaires.

À cette fin, la Commune et l'Association envisagent de conclure une convention de mise à disposition de biens à titre onéreux.

La convention devra comprendre la prise en charge financière de l'outil et notamment une participation aux frais de mise en service et au coût de la licence annuelle.

La présente convention s'inscrit dans le régime de mise à disposition des biens défini par le Code général de la propriété des personnes publiques notamment en ses articles L.2211-1 et L.2221-1.

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques,

ARTICLE I - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet la mise à disposition de l'application mobile déclinée en site internet développée par la société HEXA SOLUTIONS et dont la Commune est propriétaire. Cet outil numérique sera créé et personnalisé en fonction des besoins et attentes de la commune dans le but de soutenir le commerce local et promouvoir la vie locale à travers un outil numérique interactif.

ARTICLE II - DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une durée de trois ans maximum à compter de la date de signature de la présente convention.

Elle prendra fin automatiquement à la fin du contrat entre la commune et HEXA SOLUTIONS.

ARTICLE III – RÉGIME JURIDIQUE DE LA CONVENTION ET DES BIENS

La présente convention est soumise au régime des contrats administratifs.

Les biens décrits à l'article 1 au titre de l'objet de la convention restent la propriété exclusive de la Commune.

Ils sont inaliénables par le Bénéficiaire et insaisissables par quelque créancier que ce soit dont elle serait débitrice.

La présente convention est conclue intuitu personae, de sorte que le Bénéficiaire ne pourra, ni prêter, ni sous louer l'outil mis à disposition.

ARTICLE IV - GESTION

Le Bénéficiaire assurera une gestion optimale de l'outil numérique concerné par la présente convention et dans l'intérêt de promouvoir les commerces et animations du centre-ville.

A l'issue de la convention, il sera mis fin à la gestion de l'outil numérique par le bénéficiaire. Celui-ci retournera entre les mains de la commune qui se laisse la possibilité de renouveler le contrat avec la société HEXA SOLUTIONS.

Mis en ligne le 28/03/2023 à 10h24

REÇU EN PREFECTURE

le 28/03/2023

Application agréée E-legalite.com

ARTICLE V - RESPONSABILITE ET ASSURANCES

Le Bénéficiaire est responsable de la pérennité de l'ensemble des biens mis à sa disposition aux termes de la présente convention. Il s'engage à contracter toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir l'ensemble des risques qui pourraient porter atteinte à l'objet de la présente convention.

ARTICLE VI – CONTREPARTIE FINANCIÈRES

La mise à disposition de l'outil numérique est consentie moyennant une participation financière annuelle de 7 188 euros TTC, payable à compter de la deuxième année de mise en service de l'outil entre les mains du trésorier payeur de SISTERON sur présentation du titre de recettes émis à cet effet par la Commune. La totalité de participation financière sur les trois années s'élève à 14 376 euros TTC.

Le non-paiement d'un seul terme entrainera la résiliation automatique de la présente convention.

ARTICLE VII - RESILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention pourra être résiliée à tout moment si les besoins de la Commune et des motifs d'intérêt général le justifient, ce dont la Commune restera seule juge.

La présente convention pourra également être résiliée en cas de non-respect par le Bénéficiaire des engagements mis à sa charge au titre de la présente convention après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans effet pendant un délai de huit jours à compter de sa réception.

ARTICLE VIII - LITIGES

Les contestations relatives à l'interprétation et à l'application de la présente convention sont portées devant le Tribunal administratif de Marseille.

Fait à SISTERON, le

Pour la Commune de SISTERON
Son Maire
Daniel SPAGNOU

Pour l'Association CLUB EVAD AFFAIRES
Son Président,
Nicolas LAUGIER